



1er Mai : Continuer la mobilisation pour donner à l'UE une dimension sociale forte

Geplaatst op donderdag 02 mei 2013 |

SHARE

La Confédération européenne des syndicats (CES), avec tous les travailleurs européens, célèbrent le premier mai, Fête du Travail. Le syndicat européen poursuit la mobilisation pour exiger des chefs d'État et de gouvernement une Union européenne avec une dimension sociale forte. Le 2 mai 2013 La Secrétaire générale de la CES, Bernadette Ségo, s'adressera au collège des commissaires avec le message suivant : « *les citoyens et les travailleurs ont perdu confiance ; donnez priorité à la croissance et à l'emploi. C'est le soutien démocratique au projet européen qui est en jeu.* »

Dans de nombreux pays, le 1er mai sera une journée de mobilisation contre l'austérité, pour l'emploi et le progrès social. Le problème majeur reste le chômage de masse qui se développe avec comme corollaires une augmentation de la précarité et un creusement des inégalités. La lutte contre le chômage doit être la priorité de l'Union européenne (UE). À l'occasion du 1er Mai, les syndicats dénonceront l'échec des politiques macro-économiques. De plus, elles menacent l'ensemble du projet européen et la démocratie.

Un Conseil européen aura lieu les 27 et 28 juin prochain. Il doit décider d'une feuille de route sur la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM). La dimension sociale n'est pas un luxe et doit être partie intégrante de toute politique. Avant ce sommet la CES rencontrera les dirigeants politiques pour exiger un changement de cap pour que les politiques économiques donnent priorité à la croissance et à l'emploi. C'est la condition du soutien syndical au projet européen.

Bernadette Ségo, secrétaire générale de la CES a déclaré : « *Une discussion sur la dimension sociale de l'UEM n'est acceptable que si elle conduit au progrès social dans l'ensemble de l'Union européenne. C'est pourquoi, nous considérons que la volonté du Conseil européen de débattre essentiellement de la dimension sociale de l'UEM est trop restrictive. La dimension sociale de l'UE doit être fondée sur le respect des droits sociaux fondamentaux et l'amélioration des conditions de vie et de travail. Elle doit être tournée vers la lutte contre le chômage, la pauvreté, les inégalités et le dumping salarial et fiscal. Elle doit promouvoir notre modèle social européen qui a montré son efficacité et est fait d'une protection sociale solide, de services publics de qualité et de dialogue social. La dimension sociale de l'UE doit être réelle. Nous poursuivons notre mobilisation avec un message clair : lutter contre le chômage et pour la cohésion sociale doit être résolument prioritaire. La confiance des citoyens et des travailleurs est en jeu* » .

